

Chaîne humaine de solidarité avec les migrants le 20/11/2013 à Strasbourg depuis la Cour Européenne des Droits de l'Homme jusqu'au Parlement européen

A l'appel d'environ 20 organisations*, avec la présence active de députés européens, de conseillers municipaux, une chaîne humaine de solidarité a réuni entre 200 et 400 personnes dont de nombreuses personnes vues pour la première fois ou qui n'ont pas manifesté depuis longtemps.

La chaîne humaine au Parlement Européen de Strasbourg a été organisée dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale par un collectif d'associations, TEJE, CCFD-Terre Solidaire, ATMF Association des Travailleurs Maghrébins de France, La Cimade, Ingénieurs sans frontières (ISF), la Pastorale des migrants, les Voix Libres, l'Amsed, Oxfam, UDEES union des étudiants étrangers de Strasbourg, Colecosol, CARES, MRAP. Elle a été soutenue par Justice et libertés, Artisans du Monde, Collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine, Amnesty International, Survie... l'Union Nationale des Sans-Papiers UNSP.

Nos revendications « contre l'Europe forteresse » pour une transparence de l'agence FRONTEX, pour une politique d'immigration humaine, pour les droits des migrants (La convention des Nations Unies pour la protection des droits des travailleurs migrants et de leurs familles n'a pas été ratifiée par les pays accueillants) ont été reproduites partiellement les jours précédents par les médias locaux.



300 à 400 personnes étaient réunies à Strasbourg, autour d'une longue liste de migrants morts en ayant tenté la traversée vers l'Union européenne, ce mercredi 20 novembre 2013 RFI / Piotr Moszynski

Photo de RFI. Voir l'article complet de RFI en page 2

Vidéo de la conférence de presse le matin dans le Parlement :

<http://www.youtube.com/watch?v=c81j4Ub1VvI&feature=youtu.be>

L'après-midi les revendications ont été portées par quelques 300 personnes y compris devant la porte d'entrée du Parlement européen. Elles ont été remises aux députés présents. Pour accéder à l'entrée du Parlement qui a été fermée par une herse, il a fallu que les élus, aidés par des militants, réussissent à convaincre et à bousculer quelque peu le cordon de CRS qui a cherché à nous maintenir éloignés de l'entrée du cylindre parlementaire. Au premier plan on reconnaît parmi les eurodéputés Nicole Kiil-Nielsen

(EELV), Roger Bové (EELV), Sandrine Bélier (EELV), Marie-Christine Vergiat (Parti de Gauche) parmi les conseillers municipaux Anne-Pernelle Richardot (PS) adjointe au Maire, Alain Jund (EELV) adjoint au Maire, Eric Schultz (EELV)... J'en oublie.

Photos :

<http://www.flickr.com/photos/guengl/sets/72157637878809633/>

<https://www.facebook.com/photo.php?fbid=1291794647626828&set=a.1291794030960223.1073741844.1217151275091166&type=1&theater>

<https://twitter.com/pernelle67/status/403216700046581760/photo/1>

Article de l'Alsace et de FR3 Alsace :

<http://alsace.france3.fr/2013/11/20/strasbourg-200-manifestants-contre-l-europe-forteresse-361699.html>

Article des Dernières Nouvelles d'Alsace

<http://www.dna.fr/culture/2013/11/21/chaine-humaine-pour-les-migrants>

Article de RFI :

http://www.rfi.fr/europe/20131120-migrants-une-chaine-humaine-migrants-strasbourg?fb_action_ids=10202038608261842&fb_action_types=og.recommends&fb_source=other_multiline&action_object_map=%5B169931333214383%5D&action_type_map=%5B%22og.recommends%22%5D&action_ref_map=%5B%5D

Extrait :

« *Nous sommes là pour montrer notre amertume, explique Sidi, président d'une association de sans-papiers, qui explique les raisons de sa présence. On ne peut pas rester à tout simplement énumérer des morts toutes les années. Ce sont des institutions qui peuvent agir maintenant.* »

Nous avons déposé à l'intention du Président du Parlement Européen de Strasbourg et des eurodéputés :

- 1.** La liste provisoire des 17 306 victimes de la politique criminelle de Frontex.
- 2.** La convention des Nations Unies pour la protection des droits des travailleurs migrants et de leurs familles
- 3.** La lettre ci-dessous:

« Pour une autre politique migratoire !

En mars dernier, quelques mois avant le drame récent de Lampedusa, le Forum Social Mondial de Tunis a mis en avant une liste de 17 306 personnes mortes en essayant d'entrer dans la "forteresse Europe" ces 20 dernières années. Ces morts ne sont pas dues à la fatalité, ni aux passeurs voraces, ni aux pêcheurs indifférents. Elles sont le résultat d'une guerre que la "forteresse Europe" mène contre les migrants, par le biais de son agence de gestion des frontières extérieures, FRONTEX.

Une guerre ? Comment nommer autrement un système coordonné de surveillance qui depuis 2011 fait appel aux technologies de pointe pour militariser les frontières extérieures de l'Union Européenne afin de limiter le nombre d'immigrants que la misère et les persécutions poussent à quitter leur pays?

Comment appeler la collaboration imposée par l'Europe aux pays de transit des migrants afin qu'ils jouent le rôle de garde-chiournes et les dissuadent de prendre la route du Nord au prix d'arrestations, mauvais traitements, séquestrations ?

Il est urgent d'agir au niveau européen en réaffirmant l'intangibilité du droit international : les pays membres de l'Union Européenne ont signé la Convention de Genève sur le statut des réfugiés. Seule une application effective de cette convention, notamment par la délivrance de visas, permettra d'éviter les drames en Méditerranée. L'Union Européenne ne doit pas confier la responsabilité des réfugiés (politiques, économiques ou climatiques) aux pays non-européens qui ne leur assurent aujourd'hui aucune protection effective. Cela pousse des personnes fuyant les conflits, comme les Syriens, à prendre la mer au péril de leur vie. Les investissements économiques et l'aide au développement aux pays du Sud de la Méditerranée ne doivent pas être conditionnés à la mise en place des dispositifs de contrôle de flux migratoires, mais s'inscrire dans une dynamique d'égal à égal. Les accords entre FRONTEX et les pays tiers doivent être validés par le Parlement Européen, ce qui n'est pas le cas actuellement. Une autre vision de la coopération avec les pays voisins au Sud de la Méditerranée doit être portée.

Ce changement de vision est urgent. Nous voulons une politique européenne d'asile et d'immigration basée sur le respect des droits des personnes migrantes plutôt que sur la répression. Nous militons pour une autre politique migratoire à travers la campagne FRONTEXIT et nous demandons aux Etats européens de ratifier la convention des Nations Unies pour la protection des droits des travailleurs migrants et de leurs familles »

Le travail commun réalisé est de bon augure. Le sentiment de nombreux militants est que les objectifs de cette manifestation ont été atteints. Aux élus, avec notre concours et celui de la société civile, de faire avancer les droits de l'Homme et notamment ceux des migrants !